



DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de Conseillers :

En exercice : 15
Présents : 14
Votants : 15

L'an DEUX MILLE VINGT SIX,

Le 9 avril,

Le Conseil municipal de la commune d'AURONS dûment convoqué, s'est réuni en Salle du Conseil Municipal de la Mairie, sous la présidence de Madame la Maire, Sophie KERNEN.

N° 2026-03 -

Date de la convocation municipale : 4 avril 2026

(art. L2121-11 du CGCT)

OBJET :

**Délégations consenties
à la Maire par le
conseil municipal.**

Présents :

Mmes Laetitia BAUDOT – Magali BERGUES – Emilie FRUTOSO-BERTERO – Yana GONDOVA – Sophie KERNEN – Manon MEYER – Caroline ROLLIN
MM. Marc BELLUAU – Daniel BOCCA – Dominique BONELLI – Sylvain GONDROY – Ugo MUCCIO – Roger OUIILLASTRE – Stéphane ROLLIN.

Absente excusée :

Mme Aurore PIETTE qui donne pouvoir à Mme Laetitia BAUDOT.

Secrétaire de Séance désigné par l'assemblée : M. Marc BELLUAU

Madame la Maire informe les membres de l'Assemblée que l'article L. 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales, lui permet - par délégation du conseil municipal - d'être chargée en tout ou partie de délégations particulières, pour la durée de son mandat.

Par ces délégations, le conseil municipal facilite ainsi l'action municipale, réduit les délais de décisions et se décharge en outre d'une partie de ses pouvoirs sur le maire qui agit alors au nom et pour le compte du conseil municipal.

Par ailleurs, il est précisé que dans le cadre d'une gestion simplifiée des affaires municipales courantes, les maires sont autorisés à prendre des décisions, ces dernières ne donnant lieu toutefois ni à avis ni à vote, comme cela peut être le cas concernant une demande de subventions auprès d'un organisme financeur par exemple.

Les décisions prises doivent être signées personnellement par Madame la Maire et feront l'objet d'une communication en vertu de l'article L. 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales. En cas d'empêchement du maire et conformément à l'article L. 2122-17 du CGCT, les décisions relatives aux matières ayant fait l'objet de la délégation de pouvoirs seront prises par le premier adjoint.

Madame la Maire procède à la lecture et à l'explication des diverses délégations qui lui seront accordées en application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, pour la durée de son mandat, dans le souci de favoriser une bonne administration communale.

A charge de Madame la Maire pour la durée de son mandat :

- 1° D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux et de procéder à tous les actes de délimitation des propriétés communales ;
- 2° De fixer les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal, dans les limites maximales fixées par le Conseil Municipal à 500 euros (cinq cent euros) ;
- 3° De procéder, dans la limite des sommes inscrites chaque année au budget, à la réalisation d'emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de change, et, d'une manière générale, à prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et à l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions de ce même article, et à passer à cet effet les actes nécessaires ;
- 4° De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres en matière de fournitures et de services dont le montant est inférieur à 60 000 euros (soixante mille euros) et en matière de travaux dont le montant est inférieur à 200 000 euros (deux cent mille euros) ainsi que toute décision concernant leurs avenants ne dépassant pas une augmentation de 5%, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
- 5° De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- 6° De passer les contrats d'assurances ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;
- 7° De créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;
- 8° De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;
- 9° D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;
- 10° De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 € (quatre mille six cent euros) ;
- 11° De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;
- 12° De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;
- 13° De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;
- 14° D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, dans les limites du territoire communal, à concurrence de 600 000 euros (six cent mille euros); de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues à l'article L. 211-2 ou au premier alinéa de l'article L. 213-3 du même code ; et, dans ce cas, le conseil municipal étant dessaisi, de se prononcer en matière budgétaire afin d'ouvrir les crédits nécessaires à l'acquisition ;
- 15° D'intenter au nom de la commune, toute action en justice quelle que soit sa nature, ou défendre la commune dans toutes les actions intentées contre elle, et ce, devant toutes les juridictions, aussi bien en première instance, qu'en appel ou en cassation dans la limite de 1 000 € (mille euros) ;
- 16° De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux, dans la limite du montant de la franchise prévue au contrat d'assurance GROUPAMA n°43679715D 0015 ;
- 17° De donner, en application de l'article L. 324-1 du Code de l'Urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;

18° De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par le Conseil Municipal, soit 200 000 € (deux cent mille euros) ;

19° De prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune et de conclure la convention prévue à l'article L. 523-7 du même code ;

20° D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;

21° De demander à tout organisme financeur, à l'Etat ou à d'autres collectivités territoriales, l'attribution de subventions pour le financement des seules opérations ayant fait l'objet d'une décision préalable de l'assemblée délibérante ;

22° D'exercer au nom de la commune, le droit prévu au I de l'article 10 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation ;

23° D'ouvrir et d'organiser la participation du public par voie électronique, prévue au I de l'article L.123-19 du code de l'environnement ;

24° D'admettre en non-valeur les titres de recettes ou certaines catégories d'entre eux, présentés par le comptable public, chacun de ces titres correspondant à une créance irrécouvrable d'un montant inférieur au seuil de 1 000 € (mille euros) ;

25° De procéder, pour les opérations n'excédant pas 200 000 € HT (deux cent mille euros), au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux ;

Les délégations consenties en application du 3° du présent article prennent fin dès l'ouverture de la campagne électorale pour le renouvellement du conseil municipal.

Les décisions prises en application de la présente délibération peuvent être signées par un adjoint ou un conseiller municipal agissant par délégation du maire dans les conditions fixées à l'article L. 2122-18 du Code général des collectivités territoriales.

Le Conseil Municipal, après avoir débattu sur chacun des points précités, à l'unanimité des membres présents et représentés, soit 15 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention.

Adopte la délibération prise ce jour,

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an susdits,

Le Secrétaire de Séance



Marc BELLUAU

La Maire d'AURONS,



Sophie KERNEN

- La maire d'Aurons certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'état et de sa publication.

REÇU EN PREFECTURE

le 15/04/2026

Application agréée E-legalite.com

99_DE-013-211300082-20260409-2026_03-DE